


# En quelques Clics


Bulletin de veille documentaire

n° 148, 20 novembre 2014

Pour accéder aux documents, cliquer sur 

## Attractivité


- **Tableau de bord de l'attractivité de la France.** Edition 2014. AFII. Novembre 2014. 96 p.

Ce tableau de bord prend en compte neuf déterminants de l'attractivité économique principalement étudiés par les chefs d'entreprises. Contrairement aux classements internationaux qui reposent sur des indices composites de compétitivité et sur des enquêtes d'opinions, il s'agit là d'un diagnostic comparé et d'une analyse objective des principaux déterminants de l'attractivité de notre pays. 

## Collectivités territoriales

- **L'évolution des finances locales à l'horizon 2017.**


Sénat ; Philippe Dallier.  
Rapport d'information, n° 95, 12 /11/ 2014. 126 p.

Le présent rapport analyse, à partir d'une étude financière, l'impact des mesures annoncées sur les différentes catégories de collectivités, des communes rurales aux régions, et examine également plusieurs scénarii d'ajustements possibles. 

## Démocratie participative

- **Budget participatif, concertation : quel impact réel sur la ville ?**


France Culture. Novembre 2014 ; 59 mn.

Une ville gouvernée de manière participative serait-elle très différente d'une ville dirigée de manière représentative ? Comment faire davantage participer les citoyens à de nouveaux modes d'expression et comment les organiser ? Telles sont les questions abordées dans cette émission disponible en podcast. 

- **Simplifications pour les associations.**

Rapport au Premier Ministre.

Yves Blein. Novembre 2014. 206 p.


Le rapport s'attache à une présentation générale du monde associatif et à la description de ses difficultés. Il se concentre ensuite sur les propositions et recommandations en matière de simplification : bilan des mesures qui ont déjà été adoptées pour simplifier la vie des associations et propositions de mesures nouvelles. 

## Développement durable

- **Produire des inégalités environnementales justes ?**

Valérie Deldrève ; Jacqueline Candau.

Sociologie, 3/2014. pp. 255-269.

La qualité de l'environnement, progressivement instituée en bien collectif, est devenue aujourd'hui un objet d'action publique, mais aussi un élément de discrimination au sein des populations. L'article appréhende une forme spécifique d'inégalité peu étudiée à ce jour – l'effort environnemental – en comparant les effets de deux dispositifs d'intervention publique : la création du Parc national des Calanques et la contractualisation de mesures agro-environnementales en Dordogne. 


## Développement économique

- **Les entreprises en France. Édition 2014.**

Insee.

Références, novembre 2014.

Cet ouvrage fournit une vue d'ensemble du système productif français à partir de statistiques de 2012. Dans une première partie sont abordés les aides à la R&D pour les très petites entreprises, le crédit bancaire aux PME ...


La seconde partie rassemble des fiches thématiques et sectorielles qui agrègent des données de référence sur les entreprises. 

## Développement territorial

- **Investir, épargner et produire durablement : les territoires relèvent le défi.**

Association 4 D. Observatoire des agendas 21.

Cahier, n° 7, novembre 2014.


Ce cahier fait état des expériences présentées lors de l'Atelier d'Amiens et met en lumière les nouvelles ingénieries financières et les logiques de développement économique qui se mettent en place dans les territoires. 


## Enseignement supérieur

- **Les grandes universités face aux enjeux de la production urbaine.**

Hélène Dang Vu.

Espaces et société, n° 159, 2014. pp. 17-35.

La présence d'une université n'est jamais neutre pour une agglomération. La seule concentration d'étudiants suffit à modifier la démographie locale, les rythmes de la ville, l'usage et l'affluence des transports urbains, le marché du logement locatif. D'autres effets positifs sont souvent espérés : effets d'entraînement sur l'économie locale et renforcement de l'attractivité des territoires. L'existence d'impacts indirects de l'université sur la ville ne fait pas vraiment débat. Les interrogations portent plutôt sur l'identification de ces impacts et sur leur degré d'influence sur le territoire. 


Ce numéro complet d' *Espaces et Sociétés* s'intitule : « L'université : retour à la ville ». En voici le sommaire : 

## Politiques publiques

- **L'action publique de demain. Quelles missions pour quels besoins ?**


Atelier de lancement et de débat, 12 novembre 2014.

France Stratégie. Novembre 2014. 13 p.

Le projet « L'action publique de demain » vise à fixer des objectifs et une méthode de travail débouchant sur une action publique plus efficace et qui réponde mieux aux priorités de la France de demain. 

- **Efficacité des politiques publiques : la France tient-elle son rang ? Document de travail.**

Institut Montaigne. 2014. 31 p.

Ce document compile une cinquantaine d'indicateurs internationaux de performance des politiques publiques et examine l'évolution du rang de la France sur les dix dernières années. 

## Mutations économiques

- **Dossier : France : les territoires inégaux face à la désindustrialisation.**

Population & Avenir, n° 720, 2014. pp. 4-8 et pp. 15-17.

>> **Les territoires inégaux face à la désindustrialisation.**

Gilles Poupard ; John Baude. 

>> **Le devenir des anciennes villes industrielles : l'exemple de Mulhouse.**

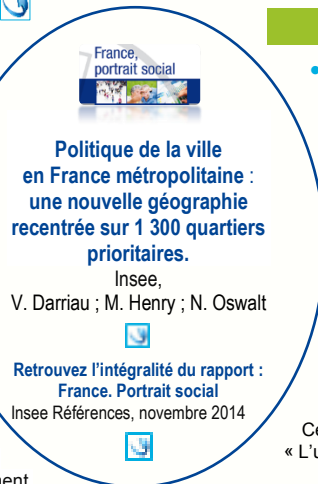
Françoise Dieterich. 


## Numérique

- **Développement économique. Accompagner la transformation numérique.**

Olivier Devillers.

Maires de France, n° 318, 2014. pp. 46-53.




Le virage vers l'économie numérique bouleverse les politiques de développement des collectivités urbaines et rurales. Elles doivent désormais passer d'une logique de construction d'infrastructures à un positionnement d'accompagnateur, d'animateur d'écosystèmes pour fournir un terreau fertile à cette nouvelle économie. 

## Planification

### • Dossier : Urbanisme.

Bertrand Verfaillie.


Le Courrier des Maires, n° 284, novembre 2014. pp. 32-37.

Acteurs de la densification urbaine régie par la loi Alur, nombre de maires hésitent à gravir l'échelle du Plan local d'urbanisme intercommunal (Plui). Ce dossier apporte des réponses en matière d'ingénierie et de bonnes pratiques communautaires. 

## Questions sociales


### • Ces pauvretés que l'on ne voit plus - statistiques d'accueil 2013.

Secours catholique - Caritas France, novembre 2014. 64 p.

Ce rapport statistique rend compte de l'évolution de la pauvreté en France et de ses conséquences sur les personnes en situation de précarité. Cette année, l'association met en lumière trois tendances fortes : la paupérisation des seniors s'accroît, avec comme premières victimes les femmes ; un niveau de vie moyen qui s'élève désormais à 515 euros par unité de consommation, et enfin, l'exclusion croissante des hommes seuls disposant d'un faible niveau de vie. 

### • Rapport relatif à la lutte contre l'insécurité sur tout le territoire.


Assemblée nationale ; Jean-Pierre Blazy ; Philippe Goujon.  
Rapport d'information, n° 2311, octobre 2014. 260 p.

La mission s'est interrogée sur les moyens de lutter contre l'insécurité, notamment concernant la « délinquance de proximité ». Une soixantaine de propositions ont été formulées dans les domaines de la prévention de la délinquance, du rapprochement entre les forces de sécurité et la population ou encore concernant la réponse pénale face à certaines formes de délinquance. 

## Réforme territoriale

### • La réforme territoriale, ce n'est plus un problème d'espace mais de temps.


Interview de Jean Viard, sociologue.

CAP'COM-Le journal, octobre 2014. pp. 10-13. 

### • Le pouvoir réglementaire des régions. Contribution au projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Pierre Stussi.


Pouvoirs Locaux, n° 102, octobre 2014. pp.11-23.

La présente contribution vise à évaluer la portée réelle du projet de loi, ses limites dans le contexte constitutionnel, institutionnel et politique français. Elle propose une piste alternative, celle du contrat, autour d'ambitions partagées et au service d'une action publique renouvelée par le couple Etat-région. 

### • La réforme : enjeux et défis pour les acteurs sociaux.

Laboratoire social d'actions d'innovations de réflexions et d'échanges (Lasaire) ; Jean-Luc Gibou.

Cahier, n° 51, novembre 2014. 42 p.

Pour aboutir, la réforme territoriale doit faire converger trois mouvements : D'une part, la poursuite de la réforme de l'État, qui soit le moyen d'un renforcement « qualitatif » de la puissance publique sur les territoires en bannissant certains modes de gestion de l'emploi public, de type RGPP ou MAP. D'autre part, en inscrivant ces institutions territoriales dans l'espace européen. Enfin, le rôle des acteurs sociaux constitue assurément un réel vecteur de changement dans le cadre de la réforme. 

## Rénovation urbaine


### • Compte-rendu de l'audition de M. Nicolas Grivel, candidat proposé aux fonctions de directeur général de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (Anru)

Sénat. Commission des Affaires économiques. 5 novembre 2014. 

### • La « TVA Anru » : un outil fiscal pour quels objectifs ?

Marion Delplanque ; Brigitte Guigou.


Métropolitiques. Novembre 2014. 7 p.

Cet article s'interroge sur les objectifs et les effets territoriaux de cet outil fiscal dans un contexte francilien marqué par une forte crise du logement et de montée de la pauvreté. 

## Santé

### • Rapport annuel de l'Observatoire de l'accès aux droits et aux soins. Médecins du Monde (Mission France).

Médecins du Monde. Octobre 2014. 180 p.



Médecins du Monde a publié son rapport annuel (2013) sur l'accès aux soins des plus démunis en France. La part des personnes en situation de précarité ne cesse d'augmenter et les inégalités sociales de santé de s'accroître. Un état des lieux complet est dressé dans ce rapport, qui comprend notamment les chiffres-clés ainsi qu'une analyse détaillée de la fréquentation des centres d'accueil, de soins et d'orientation (CASO). 

## Tourisme

### • Tourisme et développement durable en France. Note de synthèse.

Cese. Christine Dupuis. Novembre 2014. 2 p.

Le CESE propose, dans le cadre de ce rapport, l'élaboration de projets territoriaux partagés de développement touristique durable, la promotion d'un tourisme mieux réparti et des nouvelles formes de tourisme respectant environnement et caractéristiques locales.


>> Note de synthèse :  >> Vidéo de présentation du projet d'avis :   
[Rapport à paraître prochainement](#)

## Union européenne

### • Les leviers d'une stratégie européenne d'investissement.

France Stratégie ; Fabien Dell ; Nicolas Lorach.





Note d'analyse, novembre 2014. 8 p.

Le retard pris par l'investissement pendant la crise explique pour partie la baisse de la croissance potentielle dans les pays européens. Il se traduit par un vieillissement de l'équipement des entreprises et des infrastructures, en particulier dans le sud de la zone euro. Une augmentation de l'investissement en Europe, telle qu'envisagée par le « paquet Juncker » qui prévoit la mobilisation de 300 milliards d'euros d'investissements, aurait à la fois un effet à moyen terme sur l'offre et un effet à court terme sur la demande, et par voie de conséquence sur la croissance. 



## Le carré législatif et parlementaire

### Loi de finances 2015



#### Document de politique transversale


- DPT relatif à la politique en faveur de la Jeunesse. 
- DPT relatif à l'Outre-Mer. 
- DPT relatif à la politique française de l'immigration et de l'intégration. 
- DPT relatif à la lutte contre le changement climatique. 

#### Jaunes budgétaires


- Transferts financiers de l'Etat aux collectivités territoriales. 
- Effort financier de l'Etat en faveur des associations. 

#### Bleus budgétaires





- Politique des territoires (Programmes 112, 162 et 147). 
- Egalité des territoires et Logement (Programmes 177, 109, 135 et 337). 

- Avis de François Puyon présenté au nom de la Commission des Affaires économiques (Ass. Nationale - PLF 2015) - Tome X - Politique des territoires - Ville. 




#### Projet de loi de finances rectificatives – 12 novembre 2014 2014 (PL)

- Art 21. Prorogation de certains dispositifs zonés d'exonérations fiscales (AFR, ZRR) ; Art 22. Prorogation et resserrement du dispositif d'exonération d'impôt sur les bénéfices applicables dans les zones franches urbaines (ZFU). 

#### Textes officiels

- Décret n° 2014-1365 du 14 novembre 2014 relatif à l'organisation et au fonctionnement du Haut Conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur. 
- Décret du 5 novembre 2014 portant nomination du président du conseil d'administration de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (Anru). M. Puyon (Français). 
- Décret n° 2014-1369 du 14 novembre 2014 relatif aux compétences, à la composition et au fonctionnement des comités régionaux et des conseils départementaux de l'habitat et de l'hébergement. 
- Ordonnance n° 2014-1330 du 6 novembre 2014 relative au droit des usagers de saisir l'administration par voie électronique. 

#### Sélection de questions écrites (Assemblée nationale)

- Inégalités femmes-hommes dans les quartiers prioritaires et les territoires ruraux fragilisés. 
- Evaluation et la reconnaissance du rôle des associations d'éducation populaire dans les actions de lutte contre le décrochage scolaire. 
- Avenir des établissements publics d'insertion de la Défense (EPIDe). 
- Service civique. 